

10 mars 2021

Sri Lanka : La situation des minorités sous la présidence de Gotabaya Rajapaksa

Avertissement

Ce document, rédigé conformément aux [lignes directrices](#) communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine, a été élaboré par la DIDR en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière et ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

1. L'arrivée au pouvoir de Gotabaya Rajapaksa	3
2. Le climat de répression depuis l'élection de Gotabaya Rajapaksa.....	3
Bibliographie	6

Résumé : Depuis la victoire de Gotabaya Rajapaksa à l'élection présidentielle de 2019, les organisations de défense des droits humains s'inquiètent d'une augmentation de la répression à l'encontre des minorités, journalistes, opposants politiques et familles des victimes de la guerre civile, notamment dans les régions à majorité tamoule du nord et de l'est du Sri Lanka.

Abstract : Since Gotabaya Rajapaksa's victory in the 2019 presidential election, human rights organizations have been concerned about an increase in repression against minorities, journalists, political opponents and families of civil war victims, especially in the predominantly Tamil regions of northern and eastern Sri Lanka.

Nota : La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

1. L'arrivée au pouvoir de Gotabaya Rajapaksa

Gotabaya Rajapaksa était **ministre de la Défense de 2005 à 2015**, sous la présidence de son frère aîné Mahinda Rajapaksa. En 2009, il supervisait de fait la conduite des forces gouvernementales lors de l'écrasement de la rébellion séparatiste tamoule¹. Il est également soupçonné d'avoir dirigé des « escadrons de la mort » responsables de l'enlèvement de dizaines de Tamouls, d'opposants politiques et de journalistes². Lors des derniers mois de la guerre civile, entre 40 000 et 70 000 civils ont été tués (40 000 civils tamouls ont été tués selon le quotidien *Le Monde*³) et de nombreuses personnes sont depuis portées disparues⁴. En outre, Gotabaya Rajapaksa est visé par une plainte aux Etats-Unis, pour « avoir ordonné des actes de torture sur des Tamouls » alors qu'il était au pouvoir⁵.

Candidat du parti nationaliste cinghalais et bouddhiste, le **Front du peuple de Sri Lanka** (*Sri Lanka Podujana Peramuna*, **SLPP**), Gotabaya Rajapaksa a fait campagne en 2019 **sur le thème de la sécurité**⁶. Le 17 novembre 2019, il a été élu président du Sri Lanka et a nommé son frère Mahinda Rajapaksa au poste de Premier ministre. Dès son arrivée au pouvoir, Gotabaya Rajapaksa a nommé à des **postes à responsabilité** des personnalités **impliquées dans des crimes de guerre**⁷. Le président Rajapaksa a également nommé son frère Chamal Rajapaksa au poste de ministre de la Défense, qui a aussitôt placé « la division des médias de la police sri lankaise » sous l'autorité de son ministère⁸. En août 2020, le parti de Rajapaksa a remporté les élections législatives⁹.

Gotabaya Rajapaksa a mis en place l'interdiction de chanter l'hymne national en langue tamoule¹⁰. Il a aussi interdit les cérémonies organisées en mémoire des combattants tamouls morts pendant la guerre civile – cette interdiction avait été levée en 2015 après la défaite de Mahinda Rajapaksa à sa propre réélection. A la suite de cette interdiction, la police sri lankaise rapportait que quatre personnes avaient été arrêtées pour « avoir posté sur les réseaux sociaux des messages liés à la Journée des héros »¹¹. En janvier 2020, plusieurs manifestations tamoules ont eu lieu dans les régions nord et est du pays pour protester contre le gouvernement et exiger la libération de prisonniers de guerre tamouls ainsi que des informations sur les milliers de Tamouls toujours portés disparus¹², tandis que le président Gotabaya Rajapaksa déclarait que « les personnes disparues sont en réalité mortes », sans aucune explication supplémentaire¹³.

2. Le climat de répression depuis l'élection de Gotabaya Rajapaksa

En février 2021, les ONG internationales *Human Rights Watch* (HRW) et *Amnesty International* (AI) ont publié deux rapports, intitulés respectivement « *Open Wounds and Mounting Dangers : Blocking Accountability for Grave Abuses in Sri Lanka* » (« Plaies ouvertes et dangers croissants : Obstacles à la justice pour les graves abus perpétrés au Sri Lanka »)¹⁴ et « *Old ghosts in new garb : Sri Lanka's return to fear* » (« De vieux fantômes dans un nouvel habit : le retour de la peur au Sri Lanka »)¹⁵, dans lesquels elles dressent un bilan des actions du gouvernement en matière de justice et de droits de l'homme et dénoncent une « **campagne de répression contre la contestation** »¹⁶.

¹ Le Point, 17/11/2019, [url](#)

² Le Monde, 17/11/2019, [url](#) ; Le Point, 17/11/2019, [url](#)

³ Le Monde, 17/11/2019, [url](#)

⁴ Le Temps, 14/11/2019, [url](#)

⁵ Le Point, 17/11/2019, [url](#)

⁶ Le Temps, 14/11/2019, [url](#) ; France 24, 17/11/2019, [url](#) ; RFI, 26/04/2020, [url](#)

⁷ France 24, 17/11/2019, [url](#) ; Asialyst, 07/05/2020, [url](#) ; Challenges, 27/01/2021, [url](#)

⁸ Asiatimes, 21/01/2021, [url](#)

⁹ Le Figaro, 11/08/2020, [url](#)

¹⁰ La presse, 04/02/2021, [url](#)

¹¹ RTBF, 27/11/2020, [url](#)

¹² La presse, 04/02/2021, [url](#)

¹³ AI, Communiqué de presse, 15/02/2020, [url](#)

¹⁴ HRW, Rapport, 01/02/2021, [url](#)

¹⁵ AI, Rapport, 18/02/2021, [url](#)

¹⁶ AI, Rapport, 18/02/2021, [url](#), p.4

Les deux ONG s'inquiètent de la **répression gouvernementale mise en place contre les activistes, les journalistes, les avocats ainsi que les familles des victimes de la guerre civile et les minorités** depuis l'élection de Gotabaya Rajapaksa, en vue notamment, « d'empêcher le processus de justice transitionnelle ». Plusieurs cas d'arrestations ou d'intimidations de journalistes et de militants des droits de l'homme, notamment tamouls et musulmans, ont été rapportés¹⁷. Témoignages à l'appui, HRW met en lumière **la surveillance et le harcèlement subis par les familles de victimes** – celles qui demandent justice se disent menacées¹⁸ – **et les activistes**, notamment des activistes engagés auprès du Conseil des droits de l'homme basé à Genève¹⁹. L'accroissement de la surveillance et l'intimidation des activistes a lieu principalement dans les **régions à majorité tamoule** du nord et de l'est du pays²⁰.

HRW dénonce également un **retour de l'autocensure** dans les médias sri lankais, tandis que les organisations de défense des droits de l'homme subissent une forme de harcèlement et d'intimidation de la part des forces de l'ordre²¹. Néanmoins, selon les deux ONG, « les agents des forces de l'ordre ont été l'un des premiers groupes à subir des représailles pour les enquêtes criminelles qu'ils ont menées sur des cas de violations des droits de l'homme, dont certaines ont été commises pendant le conflit armé, ou des affaires impliquant potentiellement la famille Rajapaksa »²². De nombreux responsables de la police qui enquêtaient sur les violations des droits de l'homme commises lors de la présidence de Mahinda Rajapaksa ont fui le pays ou ont été inculpés pour « des infractions [...] fabriquées de toutes pièces »²³.

Par ailleurs, des procès de responsables militaires et de responsables des services de renseignement qui étaient accusés de disparitions forcées ont été retardés et parfois interrompus. L'un des rares soldats à avoir été condamné pour le meurtre de huit civils tamouls lors de la guerre civile a été gracié par Gotabaya Rajapaksa en mars 2020²⁴. Cette décision du gouvernement sri lankais a été dénoncée par la société civile, des organisations de défense des droits de l'homme ainsi que des partis d'opposition au Sri Lanka ; la communauté internationale s'est également montrée préoccupée²⁵.

En outre, le 21 janvier 2021, « le président Rajapaksa a annoncé la création d'une nouvelle commission d'enquête nationale pour revenir sur les conclusions des nombreuses commissions antérieures »²⁶. Cependant, HRW souligne que les commissions d'enquête déjà menées « n'ont jamais satisfait aux normes internationales »²⁷. Amnesty rappelle qu'en février 2020, **le Sri Lanka s'est retiré du processus de Justice et réconciliation** mené sous l'égide du Conseil des droits de l'homme de l'ONU²⁸. L'organisation dénonce aussi la **nomination d'anciens membres des forces armées**, certains accusés de crimes de guerre et de violations des droits humains, à des postes importants au sein de l'administration et relevant du domaine de la sécurité publique²⁹.

Par ailleurs, l'adoption du 20^e projet de loi d'amendement de la Constitution en octobre 2020 pourrait avoir des conséquences sur l'indépendance des commissions et du pouvoir judiciaire, en raison de la suppression de certains contrôles sur les nominations décidées par le Président « dans des institutions qui auraient pu servir de garantie contre les abus ou de recours en cas de violations des droits de l'homme »³⁰.

Quant à lui, le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies s'est dit préoccupé par « **l'accentuation de la surveillance des militants des droits de l'Homme et des dissidents** ». Un rapport de Michelle Bachelet, Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme, présenté en février 2021, « recommande un processus en vue du renvoi de la situation au Sri Lanka devant la Cour pénale internationale » (CPI) et « prône d'éventuelles sanctions ciblées contre les auteurs de crimes et violations des droits »³¹. Le

¹⁷ AI, Rapport, 18/02/2021, [url](#), p. 29-32 ; p.38-42

¹⁸ HRW, rapport, 01/02/2021, [url](#), p.4

¹⁹ HRW, communiqué de presse, 01/02/2021, [url](#)

²⁰ HRW, rapport, 01/02/2021, [url](#), p.5

²¹ AI, Rapport, 18/02/2021, [url](#), p. 35-37

²² AI, Rapport, 18/02/2021, [url](#), p.35

²³ HRW, communiqué de presse, 01/02/2021, [url](#)

²⁴ HRW, rapport, 01/02/2021, [url](#), p.1

²⁵ Asialyst, 07/05/2020, [url](#)

²⁶ HRW, communiqué de presse, 01/02/2021, [url](#)

²⁷ HRW, communiqué de presse, 01/02/2021, [url](#)

²⁸ AI, Rapport, 18/02/2021, [url](#), p.20

²⁹ AI, Rapport, 18/02/2021, [url](#), p.23

³⁰ AI, Rapport, 18/02/2021, [url](#), p.32, p.52 ; HRW, communiqué de presse, 01/02/2021, [url](#)

³¹ Challenges, 27/01/2021, [url](#) ; OHCHR, 27/01/2021, [url](#)

rapport met en évidence, entre autres, « la militarisation des fonctions gouvernementales », « l'obstruction politique [en matière de justice et de responsabilité] », « l'intimidation de la société civile » et notamment la **marginalisation des minorités tamoule et musulmane**, ainsi que « l'utilisation de lois antiterroristes »³².

³² OHCHR, 27/01/2021, [url](#); AI, Communiqué de presse, 27/01/2021, [url](#)

Bibliographie

Sites web consultés en février et mars 2021.

Organisation internationale

Organisation des Nations unies (ONU), United Nations Human Rights, Office of the High Commissioner for Human Rights (OHCHR), « Sri Lanka on alarming path towards recurrence of grave human rights violations – UN report », 27/01/2021,

<https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=26695&LangID=E>

Organisations non gouvernementales

Human Rights Watch (HRW), Rapport « Open Wounds and Mounting Dangers – Blocking Accountability for Grave Abuses in Sri Lanka », 01/02/2021, 101 p.,

https://www.hrw.org/sites/default/files/media_2021/01/srilanka0221_web.pdf

Human Rights Watch (HRW), Communiqué de presse, « Sri Lanka : Entraves à la quête de justice », 01/02/2021,

<https://www.hrw.org/fr/news/2021/02/01/sri-lanka-entraves-la-quete-de-justice>

Amnesty International (AI), « Old Ghosts in new Garb : Sri Lanka's return to fear », 02/2021, 60 p.,

<https://www.amnesty.org/download/Documents/ASA3736592021ENGLISH.PDF>

Amnesty International (AI), Communiqué de presse, « Un rapport accablant de l'ONU souligne la nécessité d'une action internationale urgente pour faire respecter l'obligation de rendre des comptes », 27/01/2021,

<https://www.amnesty.fr/presse/sri-lanka-un-rapport-accablant-de-lonu-souligne-la>

Amnesty International (AI), Communiqué de presse, « Sri Lanka. Il faut répondre aux demandes des familles des "disparus" », 15/02/2020,

<https://www.amnesty.fr/presse/sri-lanka-il-faut-rpondre-aux-demandes-des-famille>

Médias

La Presse, « Des milliers de Tamouls bravent l'interdiction de manifester », 04/02/2021,

<https://www.lapresse.ca/international/asia-et-oceanie/2021-02-04/sri-lanka/des-milliers-de-tamouls-bravent-l-interdiction-de-manifester.php>

Challenges, « Conflit séparatiste tamoul au Sri Lanka : Bachelet veut des sanctions contre l'armée », 27/01/2021,

https://www.challenges.fr/monde/conflit-separatiste-tamoul-au-sri-lanka-bachelet-veut-des-sanctions-contre-l-armee_748017

Asiatimes, « Rajapaksas marching Sri Lanka towards military rule », 21/01/2021,

<https://asiatimes.com/2021/01/rajapaksas-marching-sri-lanka-towards-military-rule/>

RTBF, « Le Sri Lanka interdit les commémorations tamoules des victimes de la guerre », 27/11/2020,

https://www.rtb.be/info/monde/detail_le-sri-lanka-interdit-les-commemorations-tamoules-des-victimes-de-la-guerre?id=10641142

Le Figaro, « Sri Lanka : les frères Rajapaksa étendent leur emprise », 11/08/2020,

<https://www.lefigaro.fr/international/sri-lanka-les-freres-rajapaksa-etendent-leur-emprise-20200811>

Asialyst, « Sri Lanka : un an après les attentats, la réconciliation nationale en danger », 07/05/2020,

<https://asialyst.com/fr/2020/05/07/sri-lanka-attentats-reconciliation-nationale-danger/>

RFI, « Dérive autoritaire et tensions communautaires au Sri Lanka, un an après les attentats », 26/04/2020,

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/20200426-d%C3%A9rive-autoritaire-et-tensions-communautaires-sri-lanka-an-apr%C3%A8s-les-attentats>

Le Point, « Gotabaya Rajapaksa, le “Terminator” élu président du Sri Lanka », 17/11/2019,

https://www.lepoint.fr/monde/gotabaya-rajapaksa-le-terminator-elu-president-du-sri-lanka-17-11-2019-2347852_24.php

France 24, « Présidentielle au Sri Lanka : Gotabaya Rajapaksa revendique la victoire », 17/11/2019,

<https://www.france24.com/fr/20191117-presidentielle-sri-lanka-gotabaya-rajapaksa-revendique-victoire>

Le Monde, « Gotabaya Rajapaksa remporte la présidentielle au Sri Lanka », 17/11/2019,

https://www.lemonde.fr/international/article/2019/11/17/presidentielle-au-sri-lanka-rajapaksa-en-tete-des-premiers-decomptes_6019466_3210.html

Le Temps, « Gotabaya Rajapaksa, un politicien brutal au seuil du pouvoir sri-lankais », 14/11/2019,

<https://www.letemps.ch/gotabaya-rajapaksa-un-politicien-brutal-seuil-pouvoir-srilankais>